

Armand Mandle

UNION DES FORCES DÉMOCRATIQUES

APPEL de

M. Pierre MENDÈS FRANCE



Pierre Mendès France

A l'occasion de la prochaine consultation électorale, les Français vont avoir le droit d'exiger que le pays consacre enfin toutes ses ressources et toutes ses volontés à la construction d'un meilleur avenir, après tant de temps perdu et d'efforts gâchés.

Depuis 20 ans, l'occupation, l'inflation, les gaspillages de toutes sortes et les guerres coloniales ont détourné la France des œuvres essentielles auxquelles elle aurait dû se donner tout entière.

En face des erreurs qui nous ont coûté si cher, je vous ai dit la vérité, même quand elle était pénible. C'est mon honneur d'homme politique.

Au lendemain de la Libération, j'ai voulu détourner le gouvernement du Général de Gaulle et le Parlement d'une politique d'inflation qui a cruellement amputé le pouvoir d'achat des Vieux, des retraités, des anciens combattants, de tous les travailleurs (surtout ceux de la fonction publique et ceux qui sont chargés de famille).

Plus tard, je me suis battu pour que soit adoptée la politique généreuse et réaliste qui, seule, aurait évité le drame algérien, huit ans d'une guerre douloureuse, des milliers et des milliers de nos garçons sacrifiés, des milliers de milliards de dépenses stériles, et finalement, pour les Français d'Algérie, une situation désastreuse... Oui, tout cela pouvait être évité.

Il faut rattraper le temps perdu et mettre toutes nos énergies au service du renouveau économique, agricole, social, culturel que permettent les techniques du 20^{me} siècle. La nouvelle législature doit mettre au premier plan de ses préoccupations :

- une planification démocratique de notre économie assurant le plein emploi pour tous et notamment pour les jeunes garçons qui arriveront bientôt en grand nombre à l'âge du travail, pour les rapatriés d'Algérie et pour leurs enfants, etc., etc...
- la démocratisation de l'enseignement (général, technique, agricole) pour les jeunes des familles ouvrières et des familles rurales.
 - une action énergique au profit du logement urbain et rural.
- des réformes sociales efficaces qui accroissent le pouvoir d'achat de tous les travailleurs.
- une politique agricole d'ensemble garantissant aux producteurs des débouchés à long terme et des prix rémunérateurs (entre autres, dans le cadre du Marché Commun).
- l'amélioration de **l'équipement de nos campagnes** (eau, électricité, remembrement, etc...).
- la réduction des charges improductives (service militaire de 12 mois, diminution des dépenses d'armement).

— une politique économique commune qui donne aux peuples de l'Europe en voie de construction, la prospérité et l'amélioration effective de leurs conditions d'existence, ce qui implique la création d'une autorité supranationale.

Telles sont nos tâches pour demain, tel est notre programme d'action.

Il est clair que le gouvernement actuel et son chef sont indifférents à ces objectifs. les seuls cependant qui comptent. Le chef de l'Etat qui monopolise tout le pouvoir, est préoccupé seulement des entreprises de prestige qui servent sa conception de la grandeur militaire et diplomatique de la France.

Les autres affaires sont négligées :

Depuis 1959, nous avons construit chaque année moins de logements ; l'insécurité agricole a été croissante, le plein emploi n'est pas assuré, la part de la classe ouvrière dans le revenu national n'a pas cessé d'être menacée, l'école laïque n'a pas cessé d'être sacrifiée.

Maintenant, c'est l'heure du redressement. Fidèles à l'action de toute notre vie politique, Armand MANDLE et moi, nous vous demandons de nous faire confiance pour soutenir la véritable politique de l'avenir.

Les buts que nous vous proposons ne peuvent être atteints que dans le cadre **d'un régime durable**, solide et démocratique. La IV^{me} ne répondait pas à cette nécessité. La V^{me} non plus.

Mais c'est un mensonge de prétendre que la fin de cette dernière conduirait à la restauration de la IV^{me} et à son instabilité permanente. Je suis de ceux qui ont dénoncé les faiblesses et les trahisons de la IV^{me}. Comme vous tous, je veux en éviter le retour.

Or, cela est possible. Le gouvernement de législature qui fonctionne bien en Angleterre, en Belgique, en Hollande, dans les Pays scandinaves, etc..., permet de concilier la démocratie, la stabilité, la durée.

Dans ces pays, un nouveau gouvernement est constitué au lendemain des élections générales et il dure, en fait, pendant toute la législature. On empêche ainsi les crises à répétition qui ont ridiculisé la France pendant des années. Et, en cas de difficulté grave, sur un point important, la dissolution permet de faire le pays juge.

Ce régime peut nous permettre demain de poursuivre tous ensemble la réalisation de nos buts communs ; il évite à la fois les abus du pouvoir personnel qui conduit toujours à la division nationale, et aux crises les plus graves — et le désordre parlementaire, générateur d'impuissance.

Nous sommes prêts à travailler pour ce programme de toute notre volonté et de tout notre dévouement.

Vous nous connaissez assez pour savoir que nous ne serons pas les candidats du sectarisme, de la division ou du dénigrement. Nous rechercherons les plus larges rapprochements entre les républicains, les démocrates, les socialistes, qui savent la France menacée par de nouvelles violences et de nouveaux désordres.

C'est avec toute notre bonne foi que nous défendrons les solutions que nous croyons les meilleures pour notre pays, avec toute notre conviction et avec tout notre patriotisme.

Armand MANDLE

Maire d'Evreux Suppléant

Pierre MENDÈS FRANCE

Ancien Président du Conseil Candidat